

DROITS DES FEMMES

La Belgique à la pointe du combat pour les droits sexuels

Une conférence internationale relative aux droits des femmes a lieu ce jeudi à Bruxelles. Une réaction commune au décret anti-IVG de Trump.

C'est une réponse commune à l'une des décisions controversées de Donald Trump. Le 23 janvier dernier, le président américain signait un décret interdisant le financement d'ONG internationales favorables à l'avortement. Par cet acte, Donald Trump soulevait un véritable tollé.

En réaction à ce décret, plusieurs pays européens, dont la Belgique, ont organisé une conférence internationale de donateurs baptisée *She Decides*. Celle-ci se tient ce jeudi au palais d'Egmont à Bruxelles, à l'initiative du ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo. Une vingtaine de délégations ministérielles et plus de quarante pays ont répondu présents.

« *Lorsque nous avons pris cette initiative il y a un mois avec les Pays-Bas, le Danemark et la Suède, nous ne pensions jamais mobiliser autant de pays en si peu de temps. Ce qui importe à présent, c'est de renforcer cette assise. Nous ne pouvons pas accepter que l'on refuse à des filles et des femmes l'accès à l'information*

sur le planning familial, la prévention du sida et les soins à la mère et à l'enfant », pointe le ministre.

Droits des femmes en haut de l'agenda international

L'événement international tend notamment à analyser l'impact du décret de Donald Trump, mais pas seulement.

Car il s'agit avant tout de marquer le point de départ d'un vaste mouvement afin que les droits des femmes soient inscrits en haut de l'agenda international, dans les années à venir.

Au total, près de 400 participants de gouvernements, organismes internationaux et ONG aborderont la problématique. Parmi les pays représentés, notons la présence d'États comme l'Afghanistan, le Tchad, le Mali ou le Népal.

Une plateforme participative

She Decides, c'est aussi – et surtout – une plateforme de financement participatif, lancée par la ministre de la Coopération au développement des Pays-Bas, Lillianne Ploumen.

La collecte de dons a démarré le 28 janvier sur le site du même nom. L'objectif final ? Offrir aux femmes des pays en voie de développement l'accès à l'information, à des moyens contraceptifs et à l'avortement. À l'occasion de cette conférence, la Belgique a d'ailleurs promis d'allouer 10 millions d'euros à *She Decides*.

Ces contributions financières seront directement reversées aux organisations spécialisées

dans la santé et les droits sexuels et reproductifs, dans les pays en voie de développement. ■

Un site 100 % belge

Sous l'impulsion de la conférence internationale *She Decides*, le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo, lançait hier le site *Body & Rights*. Cet outil, entièrement gratuit et bilingue, reprend un tutoriel sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Outre ces thématiques, d'autres aspects sont également abordés à l'instar de la violence sexuelle, des mariages d'enfants ou des IST.

Ce site se destine en priorité aux diplomates belges et aux personnes actives dans la politique belge de coopération au développement. « *Grâce à "Body & Rights", toutes les parties prenantes à la coopération belge au développement et à la politique étrangère belge pourront se former en ligne à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. C'est important, car elles sont ainsi encore mieux à même d'aborder ces thèmes dans les programmes de développement sur le terrain* », précise Alexander De Croo.

Les personnes ayant suivi l'entièreté du guide d'apprentissage recevront enfin un certificat reconnu par la coopération belge au développement.